

Communiqué du 25 septembre 2013

Fermeture de l'Institut Confucius de Lyon

L'Institut Confucius de Lyon a cessé définitivement ses activités le 24 septembre 2013. Cette situation résulte d'un désaccord persistant depuis septembre 2012 entre la Direction de l'ICL à Lyon et le Quartier général des Instituts Confucius à Pékin (ci-après Hanban, Département de la promotion de la langue et de la culture chinoise rattaché au ministère de l'éducation de la RPC).

L'ICL était un partenariat entre les Universités Lyon 2/Lyon 3 et l'Université Sun Yat-sen de Canton. Comme les autres Instituts en France et dans le monde, l'ICL était en partie subventionné par le Hanban. Son fonctionnement se trouvait aussi assuré par les recettes des activités de l'Institut. De plus, l'ICL bénéficiait d'un soutien matériel des Universités Lyon 2/Lyon 3.

Lors de la création de l'ICL en 2009, la partie française (Lyon 2/Lyon 3), alors même qu'elle était enthousiaste pour ce partenariat désiré de longue date par l'Université Sun Yat-sen, avait insisté sur la nécessité d'une indépendance scientifique et institutionnelle de la structure.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que la convention modèle du Hanban avait été modifiée. De plus, pour des raisons à la fois juridiques et déontologiques, l'Institut ne pouvait pas être un service intégré au sein de l'Université et ne devait pas se trouver impliqué dans ses activités de recherche et d'enseignement. C'est pourquoi, afin de préserver cette étanchéité nécessaire entre une Université publique française et un label financé et piloté par l'Etat chinois, l'ICL avait pris la forme d'une Association loi 1901.

Au moment de sa constitution, cette formule n'avait pas été contestée par Pékin. Pendant trois ans, l'ICL a proposé des activités culturelles et linguistiques (conférences, enseignements, séjours en Chine, festivals de documentaires) avec pour souci principal de mieux faire connaître au public lyonnais les réalités de la société chinoise contemporaine.

Communiqué du 25 septembre 2013

Tolérée il y a quatre ans, notre indépendance institutionnelle et intellectuelle est-elle devenue inacceptable pour Pékin ? L'expérience l'année écoulée semble confirmer un changement de politique de la part du Hanban.

Missionné par Pékin, un nouveau directeur chinois arrivé en septembre 2012 remettait en cause nos contenus pédagogiques et insistait vivement pour que l'ICL soit intégré plus profondément dans l'Université Lyon3. Il souhaitait des partenariats avec nos centres de recherche dans le domaine de la sinologie, offrait la possibilité de bourses de doctorat pour nos étudiants prêts à poursuivre leurs études en Chine et suggérait que l'ICL participe aux enseignements diplômants de l'Université.

Cette ingérence d'une structure émanant de l'Etat chinois dans l'Université nous est apparue comme inappropriée car susceptible de remettre en cause notre liberté scientifique et de transgresser l'esprit et les règles de l'enseignement supérieur de la République française. Avec le recul, nous supposons que notre volonté de ne pas céder à ces requêtes permet d'expliquer que, en novembre 2012, la directrice générale du Hanban, Madame Xu Lin, exige la démission du président du Conseil d'Administration de l'ICL et annonce la suspension sans préavis de la contribution annuelle du Hanban.

Au cours des derniers mois, nous avons tenté à maintes reprises d'expliquer qu'il était impossible de céder à ces exigences nouvelles et exponentielles. Soutenu par le Conseil d'Administration de l'ICL et la Présidence de Lyon 3, nous n'avons pas cessé depuis un an de rechercher un accord acceptable entre les deux parties. L'attitude inflexible du Hanban a malheureusement empêché toute possibilité de parvenir à un compromis.

Nous sommes consternés de voir l'expérience de l'ICL se terminer dans cette impasse, d'autant plus que nous avons toujours eu des relations scientifiques étroites et fructueuses avec les universités et les universitaires chinois.

Gregory Lee, Président du Conseil d'Administration de l'ICL
Florent Villard, Directeur de l'ICL

Communiqué du 25 septembre 2013